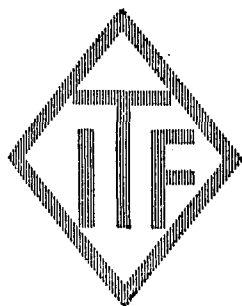




# FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISATIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM WEST



N° 17  
7ème année.

Amsterdam, le 19 août 1939.

## Misère et terreur en Espagne.

(I.T.F.) De Burgos, résidence des généraux qui ont détruit la liberté du peuple espagnol, on nous écrit:

"On ne paye plus que les salaires qui étaient en vigueur en 1935. Un ouvrier qui touche 7 à 8 pesetas par jour est considéré comme bien payé. Le pouvoir d'achat de la peseta a toutefois sensiblement baissé depuis 1935 et cette dévaluation de la monnaie frappe durement le monde du travail.

On souffre de la faim en Espagne car précisément, les articles dont les familles ouvrières ont le plus besoin: pois, pommes de terre, haricots etc., sont rares. Les saucissons et la viande peuvent être obtenus à certains jours, mais d'autres jours il n'y en a pas. Le gouvernement de Franco ne ment pas quand il affirme qu'il y a en Espagne de quoi manger, mais ce qu'il ne dit pas, c'est qu'il faut actuellement beaucoup d'argent en Espagne pour pouvoir manger à sa faim.

La répression camouflée continue. Les gens qui veulent à tout prix se faire bien voir du régime ou qui désirent faire oublier leur propre activité antérieure, dénoncent d'autres. Lorsqu'on ajoute à cela toute l'organisation policière étrangère (la Gestapo allemande et la Ovrá italienne) qui, pendant toute la guerre, s'est incrustée même dans les organes officiels, on peut se faire une idée approximative de la situation qui existe en Espagne et du peu de sécurité dans laquelle on y vit. Toutes ces choses entraînent des haines irréductibles et creusent de plus en plus l'abîme qui sépare les personnes ayant des idées différentes ou simplement une appréciation différente des événements. Partout il y a de la rancœur et un désir de revanche. Personne n'entreprend rien ni exprime ce qu'il pense, pas même à la maison car au sein de la famille il y a aussi des divergences.

Le peuple supporte la faim en silence.

Ces jours-ci, on a pu voir à Madrid de petites affiches disant: "Estamos vencidos pero no convencidos" ( Nous sommes vaincus mais non pas convaincus )."

## Quand on est livré aux Nazis.

(I.T.F.) Le bureau de placement de Prague, ainsi que l'Office central social de la ville de Prague, ont publié, le 7 août, une déclaration dans laquelle ils reconnaissent recevoir continuellement de la part des

familles d'ouvriers embauchés pour aller travailler dans le Reich allemand des lettres demandant l'autorisation de changer de lieu d'emploi (c'est-à-dire de rentrer au pays natal) ou tout au moins "des améliorations des conditions de travail et des salaires". Les autorités tchèques affirment dans cette déclaration qu'elles ne sont pas en mesure d'aider les ouvriers qui font appel à leur intervention, même pas lorsque les conditions de travail promises ne sont pas respectées. "Des réclamations de la part d'ouvriers qui se sont, de leur plein gré (!) laissés embaucher pour aller travailler dans le Reich relèvent de la juridiction du Reich et seuls les organes du Reich ont qualité pour statuer à leur endroit".

C'est pourquoi l'Office social central prie de "renoncer à des interventions verbales ou écrites auprès des organes praguais".

### Indignation en Autriche.

(I.T.F.) Nous reproduisons ci-après quelques passages d'un rapport

reçu d'un travailleur des transports autrichien. Nous n'y avons rien modifié car il donne une bonne image de la situation et de l'état d'esprit dans les principales entreprises d'un grand centre autrichien.

... "Une grande partie des travailleurs s'attendaient à une amélioration sensible des conditions économiques de la part des Nazis. En effet, aussi longtemps que Schuschnigg était au pouvoir, les Nazis ont toujours à nouveau promis de pareilles améliorations. Hitler venu, les nouveaux secrétaires du Front du travail ont promis monts et merveilles, plus particulièrement une assimilation des salaires au niveau plus élevé payé dans le Reich, et toutes les améliorations qui s'y rapportent.

Les choses en restèrent là pendant quelque 9 mois; on nous faisait passer d'une griserie dans l'autre et jamais on n'avait de repos. Les secrétaires nazis promettaient de plus en plus, mais on réalisait de moins en moins. Les ouvriers, intimidés, se taisaient. En mai finalement, Burckel, le stadthalter d'Hitler à Vienne, déclara que cette fois, l'assimilation allait venir; mais pour nous il n'en fut rien. On constata en effet que les salaires payés dans le Reich étaient encore plus bas que les nôtres. Comme il fallait cependant assimiler quelque chose, on nous apporta le dressage et l'exploitation. Pour que nous sachions ce que veut dire "communauté d'entreprise", on nous amène à présent, au moyen de saucissons, de bière gratuite et de musique, à participer aux assemblées qui se nomment maintenant des "appels".

En ce qui concerne l'assurance-maladie, on nous a particulièrement roulés. Pour les trois premiers jours, il n'y a plus d'indemnité et on nous paye seulement à partir du quatrième jour. Pour chaque ordonnance on doit payer 50 pfennigs et chaque médicament la même chose. Après le travail, il y a la gymnastique en groupe mais il faut se mettre au garde-à-vous et se taire. Tel est aujourd'hui la vie du prolétaire. Il faut qu'il n'ait pas le temps de réfléchir. Toutefois, celui qui travaille 60 à 70 heures par semaine, et est avec cela peu payé, ne peut pas s'empêcher de penser. Les prix ont été adaptés au niveau du mark mais les salaires sont établis selon les vieux schillings et on nous a ainsi privés du tiers de notre rétribution. Les retenues sont effroyables; on retient de 6 à 13 marks par semaine à l'ouvrier et aussi à l'employé, tout cela sur le salaire brut; de même pour les cotisations au Front du travail. Les heures supplémentaires sont sujettes aux mêmes retenues. Plus on travaille, plus la retenue est élevée.

Il faut faire le double. "Travaillez davantage" - ainsi orientent les secrétaires du Front du travail; tout le reste n'intéresse pas ces valets du capitalisme et les prolétaires n'ont qu'à se tenir coi. Le Front du travail n'existe que pour la "Force et la Joie" et pour nous faire peiner non pas pour défendre les intérêts des travailleurs. On y mène la bonne vie et l'on se noque de vous. On trompe l'ouvrier du matin au soir. Lorsque quelqu'un veut dire son mot ou formule ses griefs, on dit que c'est un ennemi de la communauté populaire et on le menace de l'envoyer au camp de Dachau. Malgré tout, il y a de la révolte parce que bien des choses sont intolérables. Le chef d'entreprise est tout, le prolétaire n'est rien. A cela s'ajoute l'appréhension d'une guerre ..."

### Esclavage dans les entreprises allemandes.

(I.T.F.) Les juges allemands condamnent à des peines de plus en plus sévères les travailleurs qui tâchent

de trouver un travail payant mieux ou moins fatigant. Un ouvrier du bâtiment du nord de l'Allemagne qui ne voulait pas que son patron le mette dans l'impossibilité d'accepter une amélioration, s'étant empressé d'accepter l'offre meilleure, se vit infliger 8 mois de prison!

(Pour les rédactions: Ce renseignement a été emprunté aux communications officielles du Commissaire au Travail pour la Basse-Saxe - N° 12).

## Déception en Italie.

au mois de mars, ces augmentations - insuffisantes vu l'augmentation du coût de la vie - avaient été accordées aux travailleurs, on leur promet que dorénavant aucune augmentation des prix ne serait plus tolérée. Dans l'intervalle toutefois, le prix du pain a été augmenté, les loyers ont monté et les cotisations obligatoires aux syndicats fascistes ont été majorées de 18 %. En outre, à partir du 1<sup>er</sup> mai, les primes à payer aux assurances sociales ont été à tel point augmentées que cette augmentation à elle seule réduit déjà de moitié la valeur des majorations de salaires consenties. Somme toute, les travailleurs italiens se trouvent à l'heure actuelle dans une situation encore pire qu'il y a un an.

(Pour les rédactions: voir "Fascisme" du 15 avril 1939).

## Manoeuvres allemandes en France.

en France. On voudrait essayer si le réseau routier français se prête bien au transport des troupes allemandes. L'agence de voyages "Kraft durch Freude" a l'intention d'envoyer, en juillet 1940, des centaines de voitures "populaires" toutes neuves, en une grande colonne qui traverserait la France pour se rendre à Madrid au congrès de l'Internationale fasciste - ainsi écrit le "Deutsche Allgemeine Zeitung" dans son numéro du 29 juillet.

On se rappelle que l'association "Kraft durch Freude" a aussi organisé une partie des transports de troupes allemandes à destination de l'Espagne.

## "Il vous faut travailler 12 heures"

compris que seul un hasard pourrait permettre à l'Empire allemand de gagner la guerre, l'empereur alla faire dans les établissements des industries de guerre, des discours pour stimuler les ouvriers à un rendement accru. On sait quel a été le résultat de ses efforts. Aujourd'hui, 22 ans plus tard, Hitler, Goering et les officiers supérieurs de l'état-major tâchent, eux aussi, de stimuler le zèle des ouvriers par des discours enflammés.

A Brême, Goering a fait, le 22 juillet, des allocutions aux ouvriers des usines d'aviation "Focke-Wulff" et à des ouvriers de chantiers de constructions navales. "La journée de 8 heures est depuis longtemps dépassée" - déclara-t-il. "Il nous faut travailler davantage, il faut faire 10 et 12 heures par jour pour qu'il n'y ait pas de retard dans notre réarmement". Une fois Goering parti, avec sa garde du corps, les ouvriers qui, depuis des mois, sont contraints de faire de pareilles longues journées de travail, qui doivent travailler un dimanche entier sur deux, se livrèrent à des discussions véhémentes et indignées.

## Dans les services publics allemands, les majorations de salaire sont interdites.

laquelle il menace les chefs de ces entreprises d'intervenir contre eux, avec tous les moyens dont il dispose, s'ils payent des salaires supérieurs au tarif établi. (Preussisches Besoldungsblatt N° 28).

## Les Nazis veulent que les employeurs payent au-dessous des tarifs.

a accordé à ses salariés des suppléments de salaire afin d'empêcher qu'ils ne le quittent pour s'embaucher dans des entreprises payant mieux, les commissaires du ministère du Travail ont, dans bien des régions, fixé des taux maxima qu'il n'est pas permis de dépasser. En fixant ces maxima, la dictature a ouvertement pris la responsabilité de la dépression du niveau des salaires et, chaque fois que des ouvriers réclament une majoration de leur rétribution, ils se voient obligés d'aller à l'encontre des taux maxima et par conséquent de se dresser contre l'Etat. Ceci peut amener des situations assez pénibles. C'est pourquoi la dictature tâche à présent de camoufler ses visées en essayant d'amener les employeurs mêmes à pratiquer des réductions. Dès fin 1938, le commissaire aux prix a décrété que dans l'établissement de devis pour l'exécution de commandes de l'Etat, on n'avait pas le droit de baser les calculs sur des

salaires "surélevés". Les employeurs toutefois ont toujours réussi jusqu'ici à se soustraire à une vérification détaillée du prix de revient qui n'a été contrôlé que dans de rares cas. Ils faudra à présent que cela change.

Le commissaire aux prix d'Hitler a décrété qu'à partir du 1<sup>er</sup> octobre, on ne pourra pas, dans le calcul des prix et des rétributions pour des marchandises ou des opérations, se baser sur des salaires et traitements dépassant les taux stipulés dans les ordonnances collectives. Ceci veut dire que des sursalaires éventuels ne pourront plus être calculés par les employeurs dans le prix et que s'ils veulent en payer, ce sera à leur propre charge.

"Même les versements pour l'assurance sociale ne pourront rentrer, à partir du 1<sup>er</sup> octobre, dans le calcul des prix et des rétributions que pour autant qu'ils répondent au principe d'une stricte économie dans la gestion de l'entreprise". Les Nazis supposent que les employeurs tâcheront d'éviter des suppléments de salaire qu'ils ne pourront plus récupérer sur le prix de la commande et qu'ainsi, avec l'acquiescement des pouvoirs publics, ils réduiront les taux des salaires au-dessous des taux déjà bas, stipulés dans les tarifs.

(Pour les rédactions: voir "Völkischer Beobachter" du 12 août).

### Les ouvriers du sous-sol sont sous-alimentés et surmenés.

(I.T.F.) En Allemagne, le charbon est rationné. Aussi longtemps que la dictature des Nazis n'a pas réussi

à remédier au manque de charbon, elle n'est pas vraiment en mesure de faire la guerre. Elle menacera certes, mais tâchera, dans la mesure du possible, d'éviter des complications graves.

De grands établissements d'industries de guerre ont souvent dû, ces dernières semaines, suspendre le travail parce que le charbon leur faisait défaut. Le stock de houille de la Reichsbahn se trouvait réduit, à la mi-juillet, à une quantité suffisante pour la consommation de 10 jours, ce qui n'est qu'une fraction du stock habituel. Dans certaines mines, on est obligé de mettre la houille sur le carreau parce que la Reichsbahn ne peut pas se dessaisir des wagons nécessaires, bien que la majorité des mines n'arrivent pas à satisfaire les demandes de leurs clients. Le syndicat des charbons de Rhénanie et de Westphalie écrit: "Pour pouvoir approvisionner de manière suffisante, et avant les autres clients, les entreprises d'un intérêt vital, nous avons dû, en juillet, rationner davantage l'autre consommation".

Avec le charbon, les Nazis ne peuvent cependant pas agir comme avec la margarine et la viande. Les conséquences d'une pénurie de vivres ne se font sentir qu'après quelque temps, mais le manque de charbon entrave immédiatement le rythme des armements. Le charbon est tout aussi important pour la production intérieure que les minerais. La production du "Buna" (caoutchouc synthétique), de la laine artificielle, de l'aluminium, exige sans exception une consommation abondante d'énergie électrique et sans houille, il n'est pas possible d'augmenter la production d'électricité. Pour la production synthétique d'essence, le charbon sert même de matière première". (Frankfurter Zeitung du 10 août).

Attendu qu'une augmentation rapide de la production de houille est une condition préalable pour une accélération du réarmement, et par conséquent pour le succès de la politique du chantage à la guerre, le général Goering a désigné un mandataire spécial pour l'augmentation du rendement dans les mines de charbon. Ce mandataire - qui relève du ministère de l'Economie nationale et non pas du ministère du Travail - a indiqué peu de temps après sa nomination, dans une conférence de presse, comment il conçoit sa tâche. Ce commissaire de Goering a reconnu que les ouvriers du sous-sol allemand sont insuffisamment nourris. A son avis, il fallait dorénavant veiller à ce que le mineur "puisse disposer des aliments nécessaires en raison de son travail pénible; il faut augmenter les rations de lard accordées aux mineurs".

Le commissaire de Goering a reconnu aussi que les ouvriers du sous-sol sont surmenés. Il a dit que l'état de santé laisse souvent à désirer, et que le nombre des cas de maladie a proportionnellement monté beaucoup plus dans les mines que dans les autres professions et en d'autres temps. Il avait été prévu que dorénavant, les mineurs ne seraient plus appelés à faire du service militaire ou du service du travail.

Le commissaire de Goering a aussi fait allusion à la pénurie des logements. "En partie, les conditions de logement dans les régions houillères ne sont pas telles qu'elles puissent constituer, pour des mineurs allemands occupés jusqu'ici à l'étranger, un attrait pour rentrer au pays. Le mandataire de Goering a également laissé entendre les appré-

ensions que cause à la dictature l'extension du "travail au ralenti". Il exigea nettement que les mineurs soient traités avec plus de tact. Le rendement des mines en effet "dépend dans une très large mesure de la bonne volonté des travailleurs". Il dépendra de la résolution dont feront preuve les ouvriers du sous-sol de savoir ce qui restera de ces promesses et de ces conditions quand la tension de guerre se sera atténuée. Il paraît en effet que les Nazis désirent avant tout actuellement se concilier la bonne volonté des mineurs. Si en effet il avait été leur désir sincère d'améliorer la situation de ces travailleurs, un moyen bien plus simple était à leur disposition: augmenter les salaires en augmentant en même temps les importations de denrées alimentaires aurait été bien plus efficace que de distribuer des petits colis de lard et de médicaments. Les Nazis ne veulent et ne peuvent pas accorder des majorations de salaire. Dans ces conditions, il semble douteux qu'avec les concessions actuelles, ils obtiennent beaucoup: la pénurie de charbon se poursuivra probablement.

(Pour les rédactions: voir "Fascisme" N° 15 - "Kölnische Zeitung" du 9 août - "Angriff" du 5 août - "Ruhrarbeiter" premier numéro d'août - "Frankfurter Zeitung" du 10 août - Compte-rendu sur l'interview du mandataire de Goering dans le "Kölnische Zeitung" et "Bergwerkszeitung" du 9 août).

#### La Reichsbahn manque à sa tâche.

(I.T.F.) Nous lisons, dans le "Deutsche Bergwerkszeitung" (du 9 août) que la Reichsbahn ne peut mettre à la disposition des mines de charbon allemandes que 80 % des wagons dont elles auraient besoin. Les mines de lignite de l'est de l'Elbe ne peuvent obtenir que 60 à 65% des wagons qu'il leur faudrait. Avant la récolte des betteraves sucrières les wagons manquent déjà.

L'association "Kraft durch Freude" doit, cette année encore, laisser tomber bien des voyages prévus en considération du surcroît de travail à la Reichsbahn. C'est pourquoi elle recommande aux travailleurs de n'organiser dans la mesure du possible que des excursions dans les environs de leurs établissements. "La "Kraft durch Freude" organise des voyages autour du monde en tramway!" - ainsi disent les ouvriers.

#### Quand on surveille les fonctionnaires allemands.

(I.T.F.) En Allemagne, personne n'est engagé comme fonctionnaire et aucun fonctionnaire n'est promu en grade avant que le "Bureau Hess", à la chancellerie du suppléant du Führer, n'ait donné l'autorisation voulue. Depuis longtemps on cherche à Berlin un grand immeuble où pourraient être placées les archives de plus en plus étendues de ce bureau de surveillance. On envisage de transférer prochainement le bureau dans la fastueuse chancellerie d'Hitler. L'architecte en titre du Führer a déjà été chargé d'élaborer des projets pour une nouvelle chancellerie d'un faste encore plus tapageur.

#### Travaux forcés pour les ouvriers agricoles.

(I.T.F.) Dans les régions agraires, à l'est de l'Elbe, une partie des ouvriers agricoles devaient, en acceptant un emploi, promettre à la ferme qui les occupait de mettre à sa disposition, en plus d'eux-mêmes, une certaine main-d'oeuvre. La plupart du temps, l'ouvrier agricole devait obliger sa famille à travailler avec lui. Les Nazis se vantaient beaucoup d'avoir supprimé, en Poméranie, en Prusse orientale et dans le Brandebourg, ces derniers vestiges de la période du servage, et ils proclamaient avec orgueil que dans ces provinces, un ouvrier agricole ne pouvait plus être contraint d'emmener sa femme avec lui au travail. A présent toutefois, le ministre du Travail a donné aux offices de placement l'instruction de forcer, au besoin par la police, des épouses d'ouvriers agricoles - ayant autrefois travaillé de manière régulière ou passagère dans l'agriculture et s'étant actuellement soustraites à ce travail pour s'embaucher dans l'industrie - à retourner au travail des champs.

Les bureaux de placement devront empêcher l'engagement de femmes d'agriculteurs dans des régions non agricoles et arracher celles qui se trouvent déjà occupées de manière permanente dans ce genre de place, à leur emploi, pour les envoyer aux travaux des champs.

(Pour les rédactions: circulaire du ministre du Travail du 9 juillet 1939).



Travaux de femmes dans des chantiers allemands.

forme des femmes pour la métallurgie. Il ajoute que "les essais faits jusqu'ici ont montré que l'on peut compter sur de bons résultats. Dans les entreprises sidérurgiques Buderus, à Wetzlar, des femmes sont employées pour effectuer des transports et pour faire des travaux d'auxiliaires dans les fonderies. Ces derniers temps, on leur a aussi fait faire, dans la fonderie, des travaux de polissage, de meulage et d'alésage.

(I.T.F.) Le chantier Schichau à Elbing signale avec orgueil, dans son journal d'entreprise, qu'il

Le scandale de l'assurance-chômage.

Le scandale de l'assurance-chômage. (I.T.F.) A presque chaque jour de paye, on discute avec animation, dans les entreprises allemandes, la question du scandale des assurances-chômage. A l'époque où le chômage sévissait durement, les primes à payer pour l'assurance-chômage ont été majorées jusqu'à 6 1/2 % du salaire, dont la moitié était retenue sur le salaire. A l'heure actuelle toutefois, bien qu'il n'y ait pour ainsi dire plus de chômeurs à assister attendu que chaque homme en état de travailler est envoyé à l'usine et que des millions d'autres ont été casernés, on retient, semaine après semaine, 32 pfennigs sur chaque mark de salaire, aussi a-t-on pu, pendant le dernier exercice, encaisser de cette façon pas moins de 1,9 milliards. Pas la neuvième partie cependant de ces retenues n'a été affectée aux secours des chômeurs, alors qu'un peu moins d'un autre neuvième servait à couvrir des frais administratifs et ceux du placement de main-d'oeuvre. Aucune réserve n'est faite pour le chômage qui menace d'être grave, une fois le réarmement terminé. Le Trésor public a accaparé près de 1 milliard 1/2 pour des "buts généraux", c'est-à-dire pour l'armement.

(I.T.F.) A presque chaque jour de paye, on discute avec animation,

On pourrait facilement diminuer les retenues de 2/3; 1 % de retenue serait certainement suffisant. Les autres 2 % ne servent qu'à l'armement et non pas aux chômeurs. Pendant les années durant lesquelles les Nazis ont eu la possibilité de disposer des caisses de l'Office national pour l'assurance-chômage, on n'a versé, en secours, que 3,2 milliards; 800 millions ont été destinés à des frais administratifs et au placement, mais le Reich a pris 3 milliards 1/2 pour financer le réarmement et les luxueux immeubles du parti. (Voir aussi "Fascisme du 15 octobre 1938).

L'Internationale fasciste est financée par le patronat.

L'Internationale fasciste est financée par le patronat. (I.T.F.) Le Bureau central international des loisirs ouvriers a obtenu, du ministère de l'Intérieur, l'autorisation de solliciter des industriels et des exportateurs allemands des subsides au profit de son activité antisindicaliste; elle a pu recueillir 750.000 marks en abonnements de "protecteurs" à son organe mensuel. Le chiffre de ces abonnements ne peut être consacré qu'au tirage destiné à l'étranger. Les employeurs qui patronnent la périodique ont le droit de demander que les envois de propagande, financés avec leur aide, soient destinés à la propagande dans des pays déterminés ou parmi des personnes déterminées.

(I.T.F.) Le Bureau central international des loisirs ouvriers a obtenu, du ministère de l'Intérieur,

(Pour les rédactions: "Ruhr und Rhein" - numéro du 4 août 1939).

Dans les ateliers de la Reichsbahn.

dans un atelier de réparation de la Reichsbahn, n'a le droit de quitter son emploi sans l'autorisation de l'office de placement.

(I.T.F.) Le ministre du Travail allemand a décrété (le 17 avril) qu'aucun ouvrier ou employé, occupé

Jeunes Viennoises déportées.

Jeunes Viennoises déportées. (I.T.F.) 19 jeunes Viennoises, qui devaient aller travailler en Allemagne centrale, dans l'industrie de l'alimentation, apprirent, une fois arrivées à destination, qu'il leur faudrait travailler dans une fabrique de munitions. Les Viennoises refusèrent. N'ayant pas d'argent pour se payer un billet de chemin de fer, elles rentrèrent à Vienne à pied.

(I.T.F.) 19 jeunes Viennoises, qui devaient aller travailler en Alle-

- suite de la page 117 -

constant de personnel des machines... Mon sentiment de justice me fait penser qu'il n'est pas juste qu'un juge prenne position au profit d'une des parties, en alléguant des motifs sentimentaux". (Voir "Der deutsche Seemann" d'août 1939 - et "Hansa" du 8 juillet 1939).

Semaine de 80 heures dans les ports allemands.

occidentale de l'Allemagne. Pour 4 à 5 ouvriers déportés ainsi, on n'a embauché qu'un seul remplaçant, en général des Sudètes, qu'apparemment on ne considère même pas assez sûrs pour les occuper aux frontières. Les ouvriers restant au port doivent se tirer d'affaire comme ils peuvent. On peut dire qu'en général chaque équipe doit faire en sus de 6 journées normales de travail, 3 à 4 vacations supplémentaires. Les ouvriers des quais doivent aussi faire des heures supplémentaires.

A Brême, il n'en est pas autrement. 700 ouvriers du port environ travaillent aux fortifications et 3 à 400 Sudètes ont été répartis, à leur place, sur les différentes équipes. On conçoit aisément qu'un vif mécontentement règne parmi les travailleurs.

Le tribunal prud'homal maritime défend les intérêts des armateurs. Protestation d'officiers allemands.

allemands. La réalité quotidienne à bord les a bien dégrisés. Les officiers plus anciens n'ont pas oublié qu'un vieux nazi comme le capitaine Freyer, désigné pour diriger l'Association des cadres de la Marine marchande, a été destitué en 1934 par les autorités pour avoir tenté de défendre énergiquement les intérêts des officiers. Depuis cette époque, ces derniers ont adopté une attitude réservée et ne se sont presque plus risqués à une résistance ouverte contre les armateurs. A présent toutefois, on va trop loin à leur avis et ils ont protesté contre l'attitude des armateurs et contre celle du tribunal d'arbitrage pour la navigation maritime allemande qui se conduit comme un agent des armateurs.

Le tribunal arbitral en cause a en effet, regretté de devoir accorder à un assistant au service des machines, qui n'avait pas d'expérience maritime, le droit au paiement d'heures supplémentaires et il a recommandé aux armateurs de faire, auprès des autorités, des démarches pour obtenir que des assistants sans pratique maritime doivent désormais fournir des heures supplémentaires sans paiement. En effet, selon l'avis de ce tribunal "objectif" les quarts à courir "constituent un très bon exercice pour l'apprentissage des assistants sans expérience maritime". Il convient par conséquent, selon l'avis du tribunal, d'envisager si "pour la catégorie des assistants aux machines, sans pratique maritime, un certain nombre d'heures supplémentaires sans rétribution spéciale ne serait pas opportun, lorsqu'il s'agit de quarts comportant des manoeuvres nautiques". Ce n'est que par hasard que les officiers allemands ont eu connaissance de cette opinion du tribunal prud'homal impartial. Ils n'ont plus d'organisation syndicale puisque leur groupement a été dissous en même temps que toutes les autres organisations syndicales et que, même l'organe des officiers nazis "Die Seefahrt", a été interdit. Le journal de la section des marins du Front allemand du travail s'abstient de donner des indications de principe sur les décisions importantes des tribunaux prud'homaux. Rarement, il reproduit des jugements, et encore en résumé, car il pense qu'ainsi on sert la paix économique et on "contribue à la créer". L'organe des armateurs "Die Hansa" a reproduit la sentence dans tous ses détails et a, de la sorte "donné à penser aux intéressés". Le journal du Front allemand du travail le regrette car, sous la pression des officiers indignés, il dut publier, pour protester contre le jugement, un article qui stigmatise l'attitude des prud'hommes agents des armateurs.

Un ancien officier mécanicien constate que le président du tribunal ne doit pas avoir "les connaissances techniques voulues en matière maritime. Il faudrait que les juges sachent qu'un assistant commence ses fonctions à bord comme constructeur de machines ou ajusteur qualifié. Ceci lui permet de se mettre assez rapidement au courant du travail qui, par sa nature même, ne s'écarte pas beaucoup de celui à terre. Signalons dans cet ordre d'idée, que l'assistant aux machines, sans pratique maritime, doit faire le quart seul, tout comme un chef mécanicien, du moins sur les petits navires où il n'y a qu'un assistant. On ne comprend pas par conséquent comment un tribunal a pu arriver à ces conceptions concernant l'activité d'un assistant sans pratique maritime... Il serait mieux que les juges s'informent à bord de ce qu'il en est actuellement concernant les heures supplémentaires des assistants, vu le manque

(Voir suite page 116)